

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.  
Stukken van het Waals Parlement 67 (2014-2015), nrs. 1 tot 4.  
Volledig verslag, plenaire vergadering van 25 oktober 2017.  
Bespreking.  
Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205766]

### 26 OCTOBRE 2017. — Décret modifiant diverses dispositions relatives au marché de l'électricité et du gaz ainsi qu'aux impétrants (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

**Article. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 11 avril 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il transpose partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit. ».

**Art. 2.** L'article 2 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est complété par les 62°, 63°, 64° et 65° rédigés comme suit :

« 62° « réseau de communications électroniques à haut débit » : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s;

63° « infrastructures physiques » : tout élément d'un réseau quelconque qui peut accueillir un élément d'un réseau de communications électroniques à haut débit sans devenir lui-même un élément actif de ce réseau, tels que les conduites, pylônes, gaines, chambres de tirage et regards, trous de visite, boîtiers, immeubles ou accès à des immeubles, installations liées aux antennes, tours et poteaux; les câbles, y compris la fibre noire, ainsi que les éléments de réseaux utilisés pour la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine, telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 1, de la Directive 98/83/CE ne sont pas des infrastructures physiques;

64° « organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux » : l'organe de règlement des litiges institué par l'accord de coopération du 10 juillet 2017 dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE;

65° « point d'information unique » : le système KLIM - CICC dénommé Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt, Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites et tout autre point d'information électronique unique donnant lieu aux mêmes obligations et droits d'information, créé ou désigné par décret ou ordonnance. ».

**Art. 3.** L'article 18 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est complété par les paragraphes 3, 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 3. Le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel permet l'accès à ses infrastructures physiques à tout opérateur de communication électronique en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit en réponse à une demande raisonnable d'accès selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables, y compris au niveau du prix. Cette demande écrite indique de manière détaillée les éléments du projet pour lequel l'accès est demandé, y compris un échéancier précis. Le Gouvernement précise la procédure, les modalités et les conditions équitables et raisonnables de cet accès.

Dans les deux mois à dater de la réception de la demande complète, le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel remet sa décision à l'opérateur de communication électronique. Tout refus d'accès est fondé sur des critères objectifs, transparents et proportionnés tels que :

1° la capacité technique de l'infrastructure à laquelle l'accès a été demandé;

2° l'espace disponible pour accueillir les éléments de réseaux de communication électronique à haut débit, y compris les besoins futurs de l'opérateur de communication électronique qui ont été démontrés de manière suffisante par celui-ci;

3° des considérations de sûreté et de santé publique;

4° l'intégrité et la sécurité du réseau;

5° le risque d'interférence grave entre les services de communications électroniques en projet et les autres services fournis à l'aide des mêmes infrastructures physiques;

6° la disponibilité d'autres moyens viables de fourniture en gros d'accès physique à l'infrastructure de réseau, offerts par le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel et adaptés à la fourniture de réseaux de communications électroniques à haut débit, pour autant que l'accès soit offert selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables;

7° l'utilisation proportionnelle de l'espace disponible en veillant à ce que les gestionnaires de réseaux, les gestionnaires de réseaux privés ou les gestionnaires de réseaux fermés professionnels propriétaires de l'infrastructure physique puissent disposer d'un espace de réserve suffisant pour leurs propres investissements futurs;

8° le risque pour la sécurité des systèmes de communication des compteurs et des réseaux intelligents en cas d'accès à l'infrastructure du gestionnaire de réseau, du gestionnaire de réseau privé ou du gestionnaire de réseau fermé professionnel par du personnel tiers.

Si l'accès est refusé ou si aucun accord n'est trouvé sur les modalités et conditions spécifiques, y compris le prix, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d'accès, chaque partie peut porter l'affaire devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux.

§ 4. Les informations minimales relatives aux infrastructures physiques sont fournies :

1° par voie électronique, par le point d'information unique;

2° si ces informations ne sont pas disponibles par l'intermédiaire du point d'information unique, sur simple demande, par le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel à tout opérateur de communication électronique à haut débit qui souhaite demander l'accès aux infrastructures physiques.

Les informations minimales visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> concernent :

1° l'emplacement et le tracé;

2° le type et l'utilisation actuelle des infrastructures;

3° un point de contact.

Le Gouvernement définit les modalités de la demande.

L'accès aux informations minimales peut être limité pour des raisons liées à la sécurité et à l'intégrité des réseaux, à la sécurité nationale, à la santé publique ou à la sûreté, à la confidentialité ou aux secrets commerciaux et d'affaires.

§ 5. En réponse à une demande écrite spécifique formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel fait droit, sans préjudice des limites décrites au paragraphe 4, alinéa 4, aux demandes raisonnables d'enquête sur place sur des éléments spécifiques de leurs infrastructures physiques. Cette demande précise les éléments de réseau concernés par le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

L'autorisation d'effectuer des enquêtes sur place sur des éléments spécifiés de l'infrastructure physique est accordée, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande écrite. Les personnes ayant reçu l'autorisation respectent les procédures et impositions de sécurité qui leur sont communiquées.

Pour tout litige concernant les droits et obligations prévus dans le cadre des paragraphes 3, 4 et 5, chacune des parties peut porter le litige devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux, sans préjudice de la possibilité pour toute partie de saisir une juridiction.

Les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics assurent le respect de la confidentialité et des secrets commerciaux et d'affaires.

**Art.4.** A l'article 49bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les mots « et de ceux concernant les droits et obligations visés à l'article 18, §§ 3, 4 et 5, et à l'article 18, §§ 3, 4 et 5, du décret gaz » sont insérés entre les mots « à l'exception de ceux portant sur des droits et obligations de nature civile » et « , est porté devant la Chambre des litiges. ».

#### CHAPITRE II. — Modifications du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

**Art. 5.** L'article 1<sup>er</sup>, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il transpose partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit. ».

**Art. 6.** L'article 2 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation régionale du marché du gaz, modifié par les décrets des 17 juillet 2008 et 21 mai 2015, est complété par les 51°, 52°, 53° et 54° rédigés comme suit :

« 51° « réseau de communications électroniques à haut débit » : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s;

52° « infrastructure physique » : tout élément d'un réseau quelconque qui peut accueillir un élément d'un réseau de communications électroniques à haut débit sans devenir lui-même un élément actif de ce réseau, tels que les conduites, pylônes, gaines, chambres de tirage et regards, trous de visite, boîtiers, immeubles ou accès à des immeubles, installations liées aux antennes, tours et poteaux; les câbles, y compris la fibre noire, ainsi que les éléments de réseaux utilisés pour la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine, telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 1, de la directive 98/83/CE ne sont pas des infrastructures physiques;

53° « organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux » : l'organe de règlement des litiges institué par l'accord de coopération du 10 juillet 2017 dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE;

54° « point d'information unique » : le système KLIM - CICC dénommé Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt, Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites et tout autre point d'information électronique unique donnant lieu aux mêmes obligations et droits d'information, créé ou désigné par décret ou ordonnance. ».

**Art. 7.** L'article 18 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est complété par les paragraphes 3, 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 3. Le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel permet l'accès à ses infrastructures physiques à tout opérateur de communication électronique en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit en réponse à une demande raisonnable d'accès selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables, y compris au niveau du prix. Cette demande écrite indique de manière détaillée les éléments du projet pour lequel l'accès est demandé, y compris un échéancier précis. Le Gouvernement précise la procédure, les modalités et les conditions équitables et raisonnables de cet accès.

Dans les deux mois à dater de la réception de la demande complète, le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel remet sa décision à l'opérateur de communication électronique. Tout refus d'accès est fondé sur des critères objectifs, transparents et proportionnés tels que :

1° la capacité technique de l'infrastructure à laquelle l'accès a été demandé;

2° l'espace disponible pour accueillir les éléments de réseaux de communication électronique à haut débit, y compris les besoins futurs de l'opérateur de communication électronique qui ont été démontrés de manière suffisante par celui-ci;

3° des considérations de sûreté et de santé publique;

4° l'intégrité et la sécurité du réseau;

5° le risque d'interférence grave entre les services de communications électroniques en projet et les autres services fournis à l'aide des mêmes infrastructures physiques;

6° la disponibilité d'autres moyens viables de fourniture en gros d'accès physique à l'infrastructure de réseau, offerts par le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel et adaptés à la fourniture de réseaux de communications électroniques à haut débit, pour autant que l'accès soit offert selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables;

7° l'utilisation proportionnelle de l'espace disponible en veillant à ce que les gestionnaires de réseaux, les gestionnaires de réseaux privés ou les gestionnaires de réseaux fermés professionnels propriétaires de l'infrastructure physique puissent disposer d'un espace de réserve suffisant pour leurs propres investissements futurs;

8° le risque pour la sécurité des systèmes de communication des compteurs et des réseaux intelligents en cas d'accès à l'infrastructure du gestionnaire de réseau, du gestionnaire de réseau privé ou du gestionnaire de réseau fermé professionnel par du personnel tiers.

Si l'accès est refusé ou si aucun accord n'est trouvé sur les modalités et conditions spécifiques, y compris le prix, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d'accès, chaque partie peut porter l'affaire devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux.

§ 4. Les informations minimales relatives aux infrastructures physiques sont fournies :

1° par voie électronique, par le point d'information unique;

2° si ces informations ne sont pas disponibles par l'intermédiaire du point d'information unique, sur simple demande, par le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel à tout opérateur de communication électronique à haut débit qui souhaite demander l'accès aux infrastructures physiques.

Les informations minimales visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> concernent :

1° l'emplacement et le tracé;

2° le type et l'utilisation actuelle des infrastructures;

3° un point de contact.

Le Gouvernement définit les modalités de la demande.

L'accès aux informations minimales peut être limité pour des raisons liées à la sécurité et à l'intégrité des réseaux, à la sécurité nationale, à la santé publique ou à la sûreté, à la confidentialité ou aux secrets commerciaux et d'affaires.

§ 5. En réponse à une demande écrite spécifique formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel fait droit, sans préjudice des limites décrites au paragraphe 4, alinéa 4, aux demandes raisonnables d'enquête sur place sur des éléments spécifiques de leurs infrastructures physiques. Cette demande précise les éléments de réseau concernés par le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

L'autorisation d'effectuer des enquêtes sur place sur des éléments spécifiés de l'infrastructure physique est accordée, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande écrite. Les personnes ayant reçu l'autorisation respectent les procédures et impositions de sécurité qui leur sont communiquées.

Pour tout litige concernant les droits et obligations prévus dans le cadre des paragraphes 3, 4 et 5, chacune des parties peut porter le litige devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux, sans préjudice de la possibilité pour toute partie de saisir une juridiction.

Les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics assurent le respect de la confidentialité et des secrets commerciaux et d'affaires. ».

CHAPITRE III. — *Modifications du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau*

**Art. 8.** A l'article 26 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau, remplacé par le décret du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le Comité technique peut se faire communiquer tous les renseignements et documents qu'il juge nécessaires pour l'examen du recours et entendre des témoins.

Le Comité technique entend, à leur demande, le requérant ou son conseil, le gestionnaire ou son délégué. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. »;

2° les paragraphes 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« § 3. Lorsque le litige concerne un gestionnaire de câbles et de canalisations dans le domaine des télécommunications et en fonction de l'objet du litige, la Commission peut décider de soumettre l'examen de ce litige à l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux institué par l'accord de coopération du 10 juillet 2017 dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût de déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit.

§ 4. Sous réserve des compétences confiées à la Commission par le présent décret, l'organe de règlement des litiges visé au paragraphe 3 statue dans les cas suivants :

1° le refus d'un gestionnaire de câbles et de canalisations de permettre l'accès à des infrastructures physiques existantes en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communication à haut débit ou si aucun accord n'est trouvé sur des modalités et conditions spécifiques et commerciales, y compris, le prix;

2° le litige concernant les droits et obligations des gestionnaires de câbles et de canalisations en matière d'informations relatives aux infrastructures existantes dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit est envisagé;

3° le litige relatif à la coordination des travaux de génie civil en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit;

4° le litige concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations relatives aux travaux de génie civil en cours ou prévus dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit est envisagé. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 octobre 2017.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 893 (2016-2017) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 octobre 2017.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205766]

#### 26. OKTOBER 2017 — Dekret zur Abänderung verschiedener Bestimmungen betreffend den Elektrizitäts- und Gasmarkt sowie die Untergrundinfrastrukturen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts*

**Artikel 1** - Artikel 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 11. April 2014 wird um einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

„Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2014/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Ausbaus von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation teilweise umgesetzt.“

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um die Ziffern 62, 63, 64 und 65 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

62° „Hochgeschwindigkeitsnetz für die elektronische Kommunikation“: ein elektronisches Kommunikationsnetz, das die Möglichkeit bietet, Breitbandzugangsdienste mit Geschwindigkeiten von mindestens 30 Mbit/s bereitzustellen;

63° „physische Infrastrukturen“: Komponenten eines Netzes, die andere Netzkomponenten aufnehmen sollen, selbst jedoch nicht zu aktiven Netzkomponenten werden, beispielsweise Fernleitungen, Masten, Leitungsrohre, Kontrollkammern, Einstiegsschächte, Verteilerkästen, Gebäude und Gebäudeeingänge, Antennenanlagen, Türme und Pfähle; Kabel, einschließlich unbeschalteter Glasfaserkabel, sowie Komponenten von Netzen, die für die Versorgung mit Wasser für den menschlichen Gebrauch im Sinne des Artikels 2 Nummer 1 der Richtlinie 98/83/EG des Rates genutzt werden, sind keine physischen Infrastrukturen im Sinne dieser Richtlinie;

64° „Streitbelegungsstelle im Bereich der Netzinfrastrukturen“: das im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie 2014/61/EU durch das Kooperationsabkommen vom 10. Juli 2017 eingerichtete Organ für die Beilegung von Streitfällen;

65° "zentrale Informationsstelle": das System KLIM - CICC genannt "Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt, Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites" und jede sonstige, durch ein Dekret oder Ordonnanz geschaffene oder bestimmte zentrale elektronische Informationsstelle, aus der sich die gleichen Informationspflichten und -rechte ergeben."

**Art. 3** - Artikel 18 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird um die Paragraphen 3, 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 3. Der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes gewährt jedem Betreiber eines elektronischen Kommunikationsnetzes den Zugang zu seinen physischen Infrastrukturen zwecks des Ausbaus von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation als Antwort auf einen zumutbaren Antrag auf Zugang, zu fairen und angemessenen Modalitäten und Bedingungen, einschließlich was den Preis angeht. In diesem schriftlichen Antrag werden die Komponenten des Projekts, für welches der Zugang beantragt wird, einschließlich eines genauen Terminplans, detailliert aufgeführt. Die Regierung bestimmt das Verfahren, die Modalitäten und die fairen und angemessenen Bedingungen für diesen Zugang.

Der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes übermittelt dem Betreiber des elektronischen Kommunikationsnetzes seine Entscheidung binnen zwei Monaten ab dem Empfang des vollständigen Antrags. Jede Zugangsverweigerung beruht auf objektiven, transparenten und verhältnismäßigen Kriterien; solche Kriterien sind beispielsweise:

- 1° die technische Eignung der Infrastrukturen, zu denen Zugang beantragt wird;
- 2° der verfügbare Platz zur Unterbringung der Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation, einschließlich des - von ihm ausreichend nachgewiesenen - künftigen Platzbedarfs des Netzbetreibers;
- 3° Bedenken hinsichtlich der Sicherheit und der öffentlichen Gesundheit;
- 4° die Integrität und Sicherheit des Netzes;
- 5° das Risiko, dass die geplanten elektronischen Kommunikationsdienste die Erbringung anderer Dienste über dieselben physischen Infrastrukturen ernsthaft stören könnten;
- 6° die Verfügbarkeit tragfähiger Alternativen für den Zugang zu physischen Netzinfrastrukturen auf der Vorleistungsebene, die der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes anbietet und die sich für die Bereitstellung von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation eignen, sofern dieser Zugang zu fairen und angemessenen Bedingungen gewährt wird;
- 7° die verhältnismäßige Nutzung des verfügbaren Platzes, wobei dafür gesorgt wird, dass die Netzbetreiber, die Privatnetzbetreiber oder die Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes, die die Eigentümer der physischen Infrastruktur sind, über eine Platzreserve verfügen, die für ihre eigenen zukünftigen Investitionen reichen wird;
- 8° die Risiken für die Sicherheit der Kommunikationssysteme der Zähler und intelligenten Netze im Falle eines Zugangs zur Infrastruktur des Netzbetreibers, des Privatnetzbetreibers oder des Betreibers eines geschlossenen Unternehmensnetzes durch das Personal einer Drittperson.

In den Fällen, in denen innerhalb von zwei Monaten ab dem Tag des Eingangs der Zugangsbeantragung der Zugang verweigert oder keine Einigung über die konkreten Geschäftsbedingungen, auch über den Preis, erzielt wird, kann jede Partei die Streitbeilegungsstelle im Bereich der Netzinfrastrukturen mit dem Fall befassen.

§ 4. Die Mitteilung von Mindestinformationen über physische Infrastrukturen findet wie folgt statt:

- 1° über die zentrale Informationsstelle, auf elektronischem Wege;
- 2° wenn diese Informationen nicht über die zentrale Informationsstelle verfügbar sind, werden sie vom Netzbetreiber, Privatnetzbetreiber oder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes jedem Betreiber eines Hochgeschwindigkeitsnetzes für die elektronische Kommunikation, der den Zugang zu den physischen Infrastrukturen beantragt, mitgeteilt, nachdem er einen einfachen Antrag auf diese Informationen gestellt hat.

Die Mindestinformationen im Sinne von Absatz 1 betreffen:

- 1° den Standort und die Leitungswege;
- 2° die Art und gegenwärtige Nutzung der Infrastrukturen;
- 3° den Ansprechpartner.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten des Antrags.

Der Zugang zu den Mindestinformationen kann beschränkt werden, wenn dies für die Sicherheit und Integrität der Netze, die nationale Sicherheit, die öffentliche Gesundheit oder Sicherheit, die Vertraulichkeit oder den Schutz von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen erforderlich ist.

§ 5. Auf einen konkreten schriftlichen Antrag eines Unternehmens, das öffentliche Kommunikationsnetze bereitstellt oder für deren Bereitstellung zugelassen ist, muss der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes zumutbaren Anträgen auf Vor-Ort-Untersuchung bestimmter Komponenten ihrer physischen Infrastrukturen stattgeben, unbeschadet der in Paragraph 4 Absatz 4 beschriebenen Begrenzungen. Aus diesem Antrag muss hervorgehen, welche Netzkomponenten im Hinblick auf den Ausbau der Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation betroffen sind.

Die Vor-Ort-Untersuchung der angegebenen Netzkomponenten wird innerhalb eines Monats ab dem Tag des Eingangs der schriftlichen Beantragung unter verhältnismäßigen, nichtdiskriminierenden und transparenten Bedingungen gewährt. Die Personen, die die Erlaubnis zur Vor-Ort-Untersuchung erhalten haben, beachten die ihnen mitgeteilten Verfahren und Sicherheitsvorschriften.

Für jeden Streitfall betreffend die im Rahmen der Paragraphen 3, 4 und 5 vorgesehenen Rechte und Pflichten kann jede Partei den Streitfall vor die Streitbeilegungsstelle im Bereich der Netzinfrastrukturen bringen, unbeschadet der Möglichkeit für jede Partei, ein Gericht zu befassen.

Unternehmen, die öffentliche Kommunikationsnetze bereitstellen oder für deren Bereitstellung zugelassen sind, gewährleisten die Beachtung der Vertraulichkeit und der Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse.

**Art. 4** - In Artikel 49bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014 werden die Wörter "oder die sich auf die in Artikel 18 §§ 3, 4 und 5, und Artikel 18 §§ 3, 4 et 5 des Gasdekrets beziehen," zwischen "die zivilrechtliche Rechte und Pflichten berühren," und "wird vor die Kammer für Rechtsstreitigkeiten gebracht" eingefügt.

KAPITEL II — *Abänderungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

**Art. 5** - Artikel 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, wird um einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

„Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2014/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Ausbaus von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation teilweise umgesetzt.“

**Art. 6** - Artikel 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und 21. Mai 2015, wird um die Ziffern 51, 52, 53 und 54 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

51° „Hochgeschwindigkeitsnetz für die elektronische Kommunikation“: ein elektronisches Kommunikationsnetz, das die Möglichkeit bietet, Breitbandzugangsdienste mit Geschwindigkeiten von mindestens 30 Mbit/s bereitzustellen;

52° „physische Infrastruktur“: Komponenten eines Netzes, die andere Netzkomponenten aufnehmen sollen, selbst jedoch nicht zu aktiven Netzkomponenten werden, beispielsweise Fernleitungen, Masten, Leitungsrohre, Kontrollkammern, Einstiegsschächte, Verteilerkästen, Gebäude und Gebäudeeingänge, Antennenanlagen, Türme und Pfähle; Kabel, einschließlich unbeschalteter Glasfaserkabel, sowie Komponenten von Netzen, die für die Versorgung mit Wasser für den menschlichen Gebrauch im Sinne des Artikels 2 Nummer 1 der Richtlinie 98/83/EG des Rates genutzt werden, sind keine physischen Infrastrukturen im Sinne dieser Richtlinie;

53° „Streitbeilegungsstelle im Bereich der Netzinfrastrukturen“: das im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie 2014/61/EU durch das Kooperationsabkommen vom 10. Juli 2017 eingerichtete Organ für die Beilegung von Streitfällen;

54° „zentrale Informationsstelle“: das System KLIM - CICC genannt „Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt, Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites“ und jede sonstige, durch ein Dekret oder Ordonnanz geschaffene oder bestimmte zentrale elektronische Informationsstelle, aus der sich die gleichen Informationspflichten und -rechte ergeben.“

**Art. 7** - Artikel 18 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird um die Paragraphen 3, 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„ § 3. Der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes gewährt jedem Betreiber eines elektronischen Kommunikationsnetzes den Zugang zu seinen physischen Infrastrukturen zwecks des Ausbaus von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation als Antwort auf einen zumutbaren Antrag auf Zugang, zu fairen und angemessenen Modalitäten und Bedingungen, einschließlich was den Preis angeht. In diesem schriftlichen Antrag werden die Komponenten des Projekts, für welches der Zugang beantragt wird, einschließlich eines genauen Terminplans, detailliert aufgeführt. Die Regierung bestimmt das Verfahren, die Modalitäten und die fairen und angemessenen Bedingungen für diesen Zugang.“

Der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes übermittelt dem Betreiber des elektronischen Kommunikationsnetzes seine Entscheidung binnen zwei Monaten ab dem Empfang des vollständigen Antrags. Jede Zugangsverweigerung beruht auf objektiven, transparenten und verhältnismäßigen Kriterien; solche Kriterien sind beispielsweise:

1° die technische Eignung der Infrastrukturen, zu denen Zugang beantragt wird;

2° der verfügbare Platz zur Unterbringung der Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation, einschließlich des - von ihm ausreichend nachgewiesenen - künftigen Platzbedarfs des Netzbetreibers;

3° Bedenken hinsichtlich der Sicherheit und der öffentlichen Gesundheit;

4° die Integrität und Sicherheit des Netzes;

5° das Risiko, dass die geplanten elektronischen Kommunikationsdienste die Erbringung anderer Dienste über dieselben physischen Infrastrukturen ernsthaft stören könnten;

6° die Verfügbarkeit tragfähiger Alternativen für den Zugang zu physischen Netzinfrastrukturen auf der Vorleistungsebene, die der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes anbietet und die sich für die Bereitstellung von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation eignen, sofern dieser Zugang zu fairen und angemessenen Bedingungen gewährt wird;

7° die verhältnismäßige Nutzung des verfügbaren Platzes, wobei dafür gesorgt wird, dass die Netzbetreiber, die Privatnetzbetreiber oder die Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes, die die Eigentümer der physischen Infrastruktur sind, über eine Platzreserve verfügen, die für ihre eigenen zukünftigen Investitionen reichen wird;

8° die Risiken für die Sicherheit der Kommunikationssysteme der Zähler und intelligenten Netze im Falle eines Zugangs zur Infrastruktur des Netzbetreibers, des Privatnetzbetreibers oder des Betreibers eines geschlossenen Unternehmensnetzes durch das Personal einer Drittperson.

In den Fällen, in denen innerhalb von zwei Monaten ab dem Tag des Eingangs der Zugangsbeantragung der Zugang verweigert oder keine Einigung über die konkreten Geschäftsbedingungen, auch über den Preis, erzielt wird, kann jede Partei die Streitbeilegungsstelle im Bereich der Netzinfrastrukturen mit dem Fall befassen.

§ 4. Die Mitteilung von Mindestinformationen über physische Infrastrukturen findet wie folgt statt:

1° über die zentrale Informationsstelle, auf elektronischem Wege;

2° wenn diese Informationen nicht über die zentrale Informationsstelle verfügbar sind, werden sie vom Netzbetreiber, Privatnetzbetreiber oder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes jedem Betreiber eines Hochgeschwindigkeitsnetzes für die elektronische Kommunikation, der den Zugang zu den physischen Infrastrukturen beantragt, mitgeteilt, nachdem er einen einfachen Antrag auf diese Informationen gestellt hat.

Die Mindestinformationen im Sinne von Absatz 1 betreffen:

1° den Standort und die Leitungswege;

2° die Art und gegenwärtige Nutzung der Infrastrukturen;

3° den Ansprechpartner.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten des Antrags.

Der Zugang zu den Mindestinformationen kann beschränkt werden, wenn dies für die Sicherheit und Integrität der Netze, die nationale Sicherheit, die öffentliche Gesundheit oder Sicherheit, die Vertraulichkeit oder den Schutz von Betriebs- und Geschäftsgeheimnissen erforderlich ist.

§ 5. Auf einen konkreten schriftlichen Antrag eines Unternehmens, das öffentliche Kommunikationsnetze bereitstellt oder für deren Bereitstellung zugelassen ist, muss der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes zumutbaren Anträgen auf Vor-Ort-Untersuchung bestimmter Komponenten ihrer physischen Infrastrukturen stattgeben, unbeschadet der in Paragraph 4 Absatz 4 beschriebenen Begrenzungen. Aus diesem Antrag muss hervorgehen, welche Netzkomponenten im Hinblick auf den Ausbau der Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation betroffen sind.

Die Vor-Ort-Untersuchung der angegebenen Netzkomponenten wird innerhalb eines Monats ab dem Tag des Eingangs der schriftlichen Beantragung unter verhältnismäßigen, nichtdiskriminierenden und transparenten Bedingungen gewährt. Die Personen, die die Erlaubnis zur Vor-Ort-Untersuchung erhalten haben, beachten die ihnen mitgeteilten Verfahren und Sicherheitsvorschriften.

Für jeden Streitfall betreffend die im Rahmen der Paragraphen 3, 4 und 5 vorgesehenen Rechte und Pflichten kann jede Partei den Streitfall vor die Streitbelegungsstelle im Bereich der Netzinfrastrukturen bringen, unbeschadet der Möglichkeit für jede Partei, ein Gericht zu befragen.

Unternehmen, die öffentliche Kommunikationsnetze bereitstellen oder für deren Bereitstellung zugelassen sind, gewährleisten die Beachtung der Vertraulichkeit und der Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse..

KAPITEL III — *Abänderungen des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen*

**Art. 8** - Artikel 26 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen, ersetzt durch das Dekret vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 2 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der technische Ausschuss kann sich alle Auskünfte und Unterlagen zukommen lassen, die er für die Prüfung der Beschwerde als notwendig erachtet, und Zeugen anhören.

Der technische Ausschuss hört den Beschwerdeführer oder seinen Berater, den Verwalter oder seinen Beauftragten auf deren Antrag an. Wenn eine Partei um Anhörung bittet, werden die anderen Parteien vorgeladen.“;

2° die Paragraphen 3 und 4 werden durch Folgendes ersetzt:

„ § 3. Wenn der Streitfall einen Verwalter von Kabeln und Kanalisationen im Bereich der Telekommunikation betrifft, kann die Kommission, abhängig vom Streitgegenstand, beschließen, diesen Streitfall von der Streitbelegungsstelle im Bereich der Netzinfrastrukturen untersuchen zu lassen, die durch das Kooperationsabkommen vom 10. Juli 2017 im Rahmen der Umsetzung der Richtlinie 2014/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Ausbaus von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation eingerichtet wurde.

§ 4. Unbeschadet der Befugnisse, die der Kommission durch vorliegendes Dekret anvertraut werden, befindet die in Paragraph 3 genannte Streitbelegungsstelle in folgenden Fällen:

1° ein Verwalter von Kabeln und Kanalisationen verweigert, den Zugang zu bestehenden physischen Infrastrukturen zwecks des Ausbaus von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation zu gewähren, oder wenn keine Einigung über die konkreten Modalitäten und Geschäftsbedingungen, auch über den Preis, erzielt wird;

2° der Streitfall betrifft die Rechte und Pflichten der Verwalter von Kabeln und Kanalisationen in Sachen Informationen über bestehende Infrastrukturen im Gebiet, in dem der Ausbau von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation vorgesehen ist;

3° der Streitfall betrifft die Koordinierung der Tiefbauarbeiten im Rahmen des Ausbaus von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation;

4° der Streitfall betrifft die Rechte und Pflichten der Netzbetreiber in Sachen Informationen über laufende oder geplante Tiefbauarbeiten im Gebiet, in dem der Ausbau von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation vorgesehen ist.“.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 26. Oktober 2017

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,  
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,  
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments 893 (2016-2017) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 25. Oktober 2017

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205766]

**26 OKTOBER 2017. — Decreet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de elektriciteits- en gasmarkt alsook de nutsbedrijven (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

**Artikel 1.** Artikel 1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Het is een gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid. "

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met de punten 62°, 63°, 64° en 65°, luidend als volgt:

62° "elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid": een elektronisch communicatienetwerk dat breedband-toegangsdiens ten kan leveren met snelheden van minstens 30 Mbps

63° "fysieke infrastructuur": elk element van een netwerk dat bedoeld is om er andere elementen van een elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid in onder te brengen zonder dat het zelf een actief element van dat netwerk wordt, zoals buizen, masten, kabelgoten, inspectieputten, mangaten, straatkasten, gebouwen of ingangen in gebouwen, antenne-installaties, torens en palen; kabels, met inbegrip van ongebruikte glasvezels (dark fibre), alsook elementen van netwerken die worden gebruikt voor de voorziening met voor menselijke consumptie bestemd water als vermeld in artikel 2, punt 1, van Richtlijn 98/83/EG, zijn geen fysieke infrastructuur;

64° "instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur": de instantie voor geschillenbeslechting opgericht door het samenwerkingsakkoord van 10 juli 2017 in het kader van de omzetting van Richtlijn 2014/61/EU;

65° "centraal informatiepunt": het KLIM-CICC-systeem (Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt - Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites) en elk ander centraal elektronisch informatiepunt dat aanleiding geeft tot dezelfde informatierechten en -plichten, opgericht of ontworpen bij decreet of ordonnantie. "

**Art. 3.** Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met de paragrafen 3, 4 en 5, luidend als volgt:

" § 3. De netbeheerder, de privénetbeheerder of de beheerder van een gesloten beroepsnet laat de toegang toe tot zijn fysieke infrastructuur aan elke operator van elektronische communicatie met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid in antwoord op een redelijke aanvraag om toegang volgens billijke en redelijke modaliteiten en voorwaarden, met inbegrip van het prijsniveau. Deze schriftelijke aanvraag maakt uitvoerig melding van de elementen van het project waarvoor de toegang wordt aangevraagd, met inbegrip van een nauwkeurig tijdschema. De Regering bepaalt de procedure, de billijke en redelijke modaliteiten en voorwaarden van deze toegang.

Binnen twee maanden na ontvangst van de volledige aanvraag bezorgt de netbeheerder, de privé-netbeheerder of de beheerder van een gesloten beroepsnet zijn beslissing aan de operator van elektronische communicatie. Elke weigering van toegang is gegrond op objectieve, transparante en evenredige criteria zoals:

1° de technische capaciteit van de infrastructuur waaraan de toegang werd gevraagd;

2° de beschikbare ruimte om de elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid op te nemen, met inbegrip van de toekomstige behoeften van de operator van elektronische communicatie die op voldoende wijze door laatstgenoemde werden bewezen;

3° overwegingen inzake veiligheid en openbare gezondheid;

4° de integriteit en de veiligheid van het net;

5° het risico op ernstige interferentie tussen de geplande diensten van elektronische communicatie en de andere diensten verstrekt met behulp van dezelfde fysieke infrastructuur;

6° de vraag of de netbeheerder, de privé netbeheerder of de beheerder van een gesloten beroepsnet beschikt over levensvatbare alternatieve middelen voor het verlenen van wholesaletoegang tot de fysieke netwerkinfrastructuur die geschikt zijn voor het aanbieden van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid, op voorwaarde dat de toegang onder billijke en redelijke voorwaarden wordt verleend;

7° het evenredig gebruik van de beschikbare ruimte en ervoor zorgen dat de netbeheerders, de privénetbeheerders of de beheerders van een gesloten beroepsnet eigenaars van de fysieke infrastructuur kunnen beschikken over een voldoende reserveruimte voor hun eigen toekomstige investeringen;

8° het risico voor de veiligheid van de communicatiesystemen van de meters en slimme netten in geval van toegang tot de infrastructuur van de netbeheerder, de privénetbeheerder of de beheerder van een gesloten beroepsnet door derde personeel.

Indien uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, toegang wordt geweigerd of geen overeenstemming wordt bereikt over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs, heeft elke partij het recht deze kwestie door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

§ 4. De minimuminformatie betreffende de fysieke infrastructuur worden verstrekt:

1° langs de elektronische weg, door het centraal informatiepunt;

2° als deze informatie niet beschikbaar is via het centraal informatiepunt, op gewoon verzoek, door de netbeheerder, de privénetbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet aan elke operator van elektronische communicatie met hoge snelheid die de toegang tot de fysieke infrastructuur wenst te vragen.



De minimuminformatie bedoeld in het eerste lid heeft betrekking op :

- 1° locatie en route;
- 2° aard en huidig gebruik van de infrastructuur;
- 3° een contactpunt.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de aanvraag.

De toegang tot de minimuminformatie kan beperkt worden om redenen betreffende de veiligheid en integriteit van de netwerken, de nationale veiligheid, de volksgezondheid of de veiligheid, de vertrouwelijkheid en de bescherming van handels- en bedrijfsgeheimen.

§ 5. Op specifiek, schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, gaat de netbeheerder, de privénetbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet, in op redelijke verzoeken tot inspecties ter plaatse van specifieke elementen van zijn fysieke infrastructuur, onverminderd de beperkingen omschreven in paragraaf 4, vierde lid. In dat verzoek worden de elementen van het betrokken netwerk gespecificeerd met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

Inspecties ter plaatse van de gespecificeerde elementen van de fysieke infrastructuur moeten uiterlijk één maand vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden toegestaan, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd. De personen die de toestemming gekregen hebben moeten de procedures en veiligheidsmaatregelen die hun worden meegedeeld, naleven.

Wanneer een geschil ontstaat in verband met de in de paragrafen 3, 4 en 5 vermelde rechten en verplichtingen, heeft elke partij bij het geschil het recht het geschil door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur, onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om de zaak aanhangig te maken bij een rechtbank.

De ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, nemen de nodige maatregelen ter bescherming van vertrouwelijkheid en handels- en bedrijfsgeheimen.

**Art.4.** In artikel 49*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden "en deze betreffende de rechten en plichten bedoeld in artikel 18, §§ 3, 4 en 5, en in artikel 18, §§ 3, 4 en 5, van het gasdecreet" ingevoegd tussen de woorden "met uitzondering van deze betreffende burgerrechtelijke rechten en plichten" en ", wordt voor de Geschillenkamer gebracht."

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 de de organisatie van de gewestelijke gasmarkt

**Art. 5.** Artikel 1 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Het is een gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid. "

**Art. 6.** Artikel 2 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015, wordt aangevuld met de punten 51°, 52°, 53° en 54°, luidend als volgt:

" 51° "elektronische communicatienetwerk met hoge snelheid": een elektronisch communicatienetwerk dat breedband-toegangsdiensten kan leveren met snelheden van minstens 30 Mbps;

52° "fysieke infrastructuur": elk element van een netwerk dat bedoeld is om er andere elementen van een elektronische communicatienetwerk met hoge snelheid in onder te brengen zonder dat het zelf een actief element van dat netwerk wordt, zoals buizen, masten, kabelgoten, inspectieputten, mangaten, straatkasten, gebouwen of ingangen in gebouwen, antenne-installaties, torens en palen; kabels, met inbegrip van ongebruikte glasvezels (dark fibre), alsook elementen van netwerken die worden gebruikt voor de voorziening met voor menselijke consumptie bestemd water als vermeld in artikel 2, punt 1, van Richtlijn 98/83/EG, zijn geen fysieke infrastructuur;

53° "instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur": de instantie voor geschillenbeslechting opgericht door het samenwerkingsakkoord van 10 juli 2017 in het kader van de omzetting van Richtlijn 2014/61/EU;

54° "centraal informatiepunt": het KLIM-CICC-systeem (Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt - Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites) en elk ander centraal elektronisch informatiepunt dat aanleiding geeft tot dezelfde informatierechten en -plichten, opgericht of ontworpen bij decreet of ordonnantie. "

**Art. 7.** Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met de paragrafen 3, 4 en 5, luidend als volgt :

" § 3. De netbeheerder, de privénetbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet laat de toegang toe tot zijn fysieke infrastructuur aan elke operator van elektronische communicatie met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid in antwoord op een redelijke aanvraag om toegang volgens billijke en redelijke modaliteiten en voorwaarden, met inbegrip van het prijsniveau. Deze schriftelijke aanvraag maakt uitvoerig melding van de elementen van het project waarvoor de toegang wordt aangevraagd, met inbegrip van een nauwkeurig tijdschema. De Regering bepaalt de procedure, de billijke en redelijke modaliteiten en voorwaarden van deze toegang.

Binnen twee maanden na ontvangst van de volledige aanvraag bezorgt de netbeheerder, de privé-netbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet zijn beslissing aan de operator van elektronische communicatie. Elke weigering van toegang is gegrond op objectieve, transparante en evenredige criteria zoals:

1° de technische capaciteit van de infrastructuur waaraan de toegang werd gevraagd;

2° de beschikbare ruimte om de elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid op te nemen, met inbegrip van de toekomstige behoeften van de operator van elektronische communicatie die op voldoende wijze door laatstgenoemde werden bewezen;

3° overwegingen inzake veiligheid en openbare gezondheid;

4° de integriteit en de veiligheid van het net;

5° het risico van ernstige interferentie tussen de geplande diensten van elektronische communicatie en de andere diensten verstrekt met behulp van dezelfde fysieke infrastructuren;

6° de vraag of de netbeheerder, de privé-netbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet beschikt over levensvatbare alternatieve middelen voor het verlenen van wholesaletoegang tot de fysieke netinfrastructuur die geschikt zijn voor het aanbieden van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid, op voorwaarde dat de toegang onder billijke en redelijke voorwaarden wordt verleend;

7° het evenredig gebruik van de beschikbare ruimte en ervoor zorgen dat de netbeheerders, de privé-netbeheerders of de beheerders van gesloten beroepsnet eigenaars van de fysieke infrastructuur kunnen beschikken over een voldoende reserveruimte voor hun eigen toekomstige investeringen;

8° het risico voor de veiligheid van de communicatiesystemen van de meters en slimme netten in geval van toegang tot de infrastructuur van de netbeheerder, de privé-netbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet door derde personeel.

Indien uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, toegang wordt geweigerd of geen overeenstemming wordt bereikt over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs, heeft elke partij het recht deze kwestie door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

§ 4. De minimuminformatie betreffende de fysieke infrastructuren worden verstrekt:

1° langs de elektronische weg, door het centraal informatiepunt;

2° als deze informatie niet beschikbaar is via het centraal informatiepunt, op gewoon verzoek, door de netbeheerder, de privé-netbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet aan elke operator van elektronische communicatie met hoge snelheid die de toegang tot de fysieke infrastructuren wenst te vragen.

De minimuminformatie bedoeld in het eerste lid heeft betrekking op:

1° locatie en route;

2° aard en huidig gebruik van de infrastructuur;

3° een contactpunt.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de aanvraag.

De toegang tot de minimuminformatie kan beperkt worden om redenen betreffende de veiligheid en integriteit van de netwerken, de nationale veiligheid, de volksgezondheid of de veiligheid, de vertrouwelijkheid en de bescherming van handels- en bedrijfsgeheimen.

§ 5. Op specifiek, schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatie-netwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, gaat de netbeheerder, de privé-netbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet, in op redelijke verzoeken tot inspecties ter plaatse van specifieke elementen van zijn fysieke infrastructuur, onverminderd de beperkingen omschreven in paragraaf 4, vierde lid. In dat verzoek worden de elementen van het betrokken netwerk gespecificeerd met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

Inspecties ter plaatse van de gespecificeerde elementen van de fysieke infrastructuur moeten uiterlijk één maand vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden toegestaan, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd. De personen die de toestemming gekregen hebben moeten de procedures en veiligheidsmaatregelen die hun worden meegedeeld, naleven.

Wanneer een geschil ontstaat in verband met de in de paragrafen 3, 4 en 5 vermelde rechten en verplichtingen, heeft elke partij bij het geschil het recht het geschil door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur, onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om de zaak aanhangig te maken bij een rechtbank.

De ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, nemen de nodige maatregelen ter bescherming van vertrouwelijkheid en handels- en bedrijfsgeheimen. ”.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen*

**Art. 8.** In artikel 26 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, vervangen bij het decreet van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Het technisch comité kan zich alle inlichtingen en documenten laten mededelen die het comité nodig acht voor de behandeling van het beroep en om getuigen te horen.

Het technisch comité hoort op hun verzoek de verzoeker of zijn raadsheer, de beheerder of zijn afgevaardigde. Wanneer een partij erom verzoekt gehoord te worden, worden de andere partijen erom verzocht te verschijnen.";

3° de paragrafen 3 en 4 worden vervangen als volgt:

"§ 3. Wanneer het geschil een beheerder van kabels of leidingen op het gebied van telecommunicatie betreft en in functie van het voorwerp van het geschil, kan de Commissie beslissen om het onderzoek van dit geschil voor te leggen aan de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur opgericht door het samenwerkingsakkoord van 10 juli 2017 in het kader van de omzetting van Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

§ 4. Onder voorbehoud van de bevoegdheden die aan de Commissie door dit decreet worden toevertrouwd, beslist de instantie voor geschillenbeslechting bedoeld in paragraaf 3 in de volgende gevallen:

1° de weigering van een beheerder van kabels en leidingen om de toegang tot bestaande fysieke infrastructuren toe te laten met het oog op de aanleg van elementen van communicatienetwerken met hoge snelheid of als geen overeenstemming wordt bereikt over specifieke en commerciële eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs;

2° het geschil betreffende de rechten en plichten van de beheerders van kabels en leidingen inzake informatie betreffende de bestaande infrastructuren in het gebied waarin een aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen;

3° het geschil betreffende de coördinatie van de civiele bouwkunde met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid;

4° het geschil betreffende de rechten en plichten van de netwerkoperatoren inzake informatie betreffende de lopende civiele bouwkunde of bedoeld in het gebied waarin een aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen. "

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 oktober 2017

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van Plaatselijke Besturen,  
Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement 893 (2016-2017) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 oktober 2017

Bespreking.

Stemming.